

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Arundel _____

Code géographique : 78060 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), France Bellefleur, atteste la véracité du rapport financier

de Arundel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-18 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DU CANTON D'ARUNDEL qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DU CANTON D'ARUNDEL au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats des activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DU CANTON D'ARUNDEL inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23-1, 23-2 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Associé
Mont-Tremblant

DATE 2015-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	836 748	868 427			868 427	738 305
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 711	14 289			14 289	13 911
Quotes-parts	3						
Transferts	4	68 703	68 808			68 808	147 639
Services rendus	5	37 718	33 342			33 342	29 175
Imposition de droits	6	83 810	54 521			54 521	51 290
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	5 000	15 401			15 401	12 680
Autres revenus	9	23 857	39 734			39 734	38 718
	10	1 069 547	1 094 522			1 094 522	1 031 718
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	47 953	224 382			224 382	210 684
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	47 953	224 382			224 382	210 684
	18	1 117 500	1 318 904			1 318 904	1 242 402
Charges							
Administration générale	19	353 283	273 518	12 382		285 900	410 052
Sécurité publique	20	173 680	168 089	1 155		169 244	172 634
Transport	21	274 886	244 574	49 951		294 525	270 888
Hygiène du milieu	22	84 082	86 110			86 110	84 339
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	100 578	73 918	625		74 543	104 346
Loisirs et culture	25	32 302	30 925	11 691		42 616	29 816
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	23 789	8 892			8 892	8 055
Amortissement des immobilisations	28		75 804	(75 804)			
	29	1 042 600	961 830			961 830	1 080 130
Excédent (déficit) de l'exercice	30	74 900	357 074			357 074	162 272

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 900	357 074	162 272
Moins: revenus d'investissement	2 (	47 953 ) (	224 382 ) (	210 684)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	26 947	132 692	(48 412)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		75 804	62 930
Produit de cession	5		1 400	3 000
(Gain) perte sur cession	6		(1 400)	(3 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		75 804	62 930
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		200 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	20 900 ) (	20 900 ) (	20 100)
	18	(20 900)	179 100	(20 100)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	66 047 ) (	140 418 ) (	100 053)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	60 000	(189 182)	(10 818)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(6 047)	(329 600)	(110 871)
	26	(26 947)	(74 696)	(68 041)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		57 996	(116 453)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	47 953	224 382	210 684
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	5 000)	788)	8 705)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	11 547)
Transport	4 (	1 025 000)	85 666)	286 813)
Hygiène du milieu	5 () () () (
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () (
Loisirs et culture	8 (	124 000)	315 293)	17 518)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	1 154 000)	401 747)	324 583)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	66 047	140 418	100 053
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			13 846
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		36 947	
	18	66 047	177 365	113 899
	19	(1 087 953)	(224 382)	(210 684)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 040 000)		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	328 089	321 269	304 527
Charges sociales	2	133 940	39 208	42 596
Biens et services	3	517 628	389 570	543 434
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	23 789	8 892	6 502
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			1 553
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	39 154	122 564	117 259
Autres	10			
Autres organismes	11		2 523	1 329
Amortissement des immobilisations	12		75 804	62 930
Autres				
- Créances douteuses	13		2 000	
-	14			
-	15			
	16	1 042 600	961 830	1 080 130

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	836 748	868 427	738 305
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 711	14 289	13 911
Quotes-parts	3			
Transferts	4	116 656	293 190	358 323
Services rendus	5	37 718	33 342	29 175
Imposition de droits	6	83 810	54 521	51 290
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	5 000	15 401	12 680
Autres revenus	9	23 857	39 734	38 718
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 117 500	1 318 904	1 242 402
Charges				
Administration générale	12	353 283	285 900	410 052
Sécurité publique	13	173 680	169 244	172 634
Transport	14	274 886	294 525	270 888
Hygiène du milieu	15	84 082	86 110	84 339
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	100 578	74 543	104 346
Loisirs et culture	18	32 302	42 616	29 816
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	23 789	8 892	8 055
	21	1 042 600	961 830	1 080 130
Excédent (déficit) de l'exercice	22	74 900	357 074	162 272
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 354 708	1 192 436
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 354 708	1 192 436
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 711 782	1 354 708

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalisations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 900	357 074	162 272
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 154 000 ) (	401 747 ) (	324 583)
Produit de cession	3		1 400	3 000
Amortissement	4		75 804	62 930
(Gain) perte sur cession	5		(1 400)	(3 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 154 000)	(325 943)	(261 653)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		1 863	(12 123)
Variation des autres actifs non financiers	10		(8 854)	3 052
	11		(6 991)	(9 071)
	12	(1 079 100)	24 140	(108 452)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 079 100)	24 140	(108 452)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(58 445)	50 007
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(58 445)	50 007
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(34 305)	(58 445)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 6 468	
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 412 150	415 551
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 418 618	415 551
PASSIFS		
Découvert bancaire	10 42 126	45 792
Emprunts temporaires (note 10)	11	12 025
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 96 062	221 761
Revenus reportés (note 12)	13	53 418
Dette à long terme (note 13)	14 314 735	141 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 452 923	473 996
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (34 305)	(58 445)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 1 704 239	1 378 296
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 24 386	26 249
Autres actifs non financiers (note 17)	21 17 462	8 608
	22 1 746 087	1 413 153
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 1 711 782	1 354 708

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	357 074	162 272
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	75 804	62 930
Autres			
- Gain sur cession	3	(1 400)	(3 000)
-	4		
	5	431 478	222 202
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 401	(216 981)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(125 699)	142 497
Revenus reportés	9	(53 418)	(61 849)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 863	(12 123)
Autres actifs non financiers	13	(8 854)	3 052
	14	248 771	76 798
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(401 747)	(324 583)
Produit de cession	16	1 400	3 000
	17	(400 347)	(321 583)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	320 100	
Remboursement de la dette à long terme	24	(141 000)	(20 100)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(12 025)	12 025
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 365)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	161 710	(8 075)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	10 134	(252 860)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(45 792)	207 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	(35 658)	(45 792)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

N/A

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	amortissement linéaire	15 à 40 ans
Bâtiments	"	40 ans
Véhicules	"	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	"	10 ans
Machinerie et outillage	"	10 à 20 ans
Équipement informatique	"	5 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	105 187	105 045
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	184 145	104 310
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	58 705	121 471
Organismes municipaux	8	32 043	40 396
Autres			
- Intérêts et autres	9	16 504	18 587
- Droits de mutations	10	15 566	25 742
	11	412 150	415 551
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	16 000	14 000
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 17 685	12 082
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>17 685</u>	<u>12 082</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 600 000 \$ au 31 décembre 2014 portant intérêts au taux préférentiel.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	66 899	94 772
Salaires et avantages sociaux	38	26 641	76 598
Dépôts et retenues de garantie	39		48 322
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus	42	2 522	2 069
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	96 062	221 761

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		53 418
Autres			
-	50		
-	51		
	52		53 418

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	3,00	2019	2019	53	320 100	141 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	320 100	141 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(5 365)	()
					63	314 735	141 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres			
2015	64	72	39 900	80	89	97	39 900
2016	65	73	41 100	81	90	98	41 100
2017	66	74	42 400	82	91	99	42 400
2018	67	75	43 700	83	92	100	43 700
2019	68	76	153 000	84	93	101	153 000
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	320 100	86	95	103	320 100
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	320 100	88	96	105	320 100

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (34 305)	(58 445)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109 (34 305)	(58 445)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	1 030 688	140	15 012	167	194		1 045 700
Autres	113	79 753	141	79 244	168	195		158 997
Réseau d'électricité	114		142		169	196		
Bâtiments	115	496 269	143	145 023	170	(8 242)	197	649 534
Améliorations locatives	116		144		171	198		
Véhicules	117	400 282	145		172	199		400 282
Ameublement et équipement de bureau	118	33 859	146	2 741	173	200		36 600
Machinerie, outillage et équipement divers	119	67 378	147	89 073	174	201		156 451
Terrains	120	21 700	148		175	202		21 700
Autres	121		149		176	203		
	122	<u>2 129 929</u>	150	<u>331 093</u>	177	<u>(8 242)</u>	204	<u>2 469 264</u>
Immobilisations en cours	123	<u>17 067</u>	151	<u>70 654</u>	178	<u>8 242</u>	205	<u>79 479</u>
	124	<u>2 146 996</u>	152	<u>401 747</u>	179		206	<u>2 548 743</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180	207		
Eaux usées	126		154		181	208		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	124 522	155	25 955	182	209		150 477
Autres	128	29 154	156	7 409	183	210		36 563
Réseau d'électricité	129		157		184	211		
Bâtiments	130	396 634	158	14 325	185	212		410 959
Améliorations locatives	131		159		186	213		
Véhicules	132	161 892	160	19 062	187	214		180 954
Ameublement et équipement de bureau	133	26 017	161	1 983	188	215		28 000
Machinerie, outillage et équipement divers	134	30 481	162	7 070	189	216		37 551
Autres	135		163		190	217		
	136	<u>768 700</u>	164	<u>75 804</u>	191		218	<u>844 504</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>1 378 296</u>					219	<u>1 704 239</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	17 462	8 608
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	17 462	8 608
Note			
<hr/>			
18. Obligations contractuelles			
Aucune			
19. Éventualités			
a) Cautionnement et garantie			
S/O			
b) Auto-assurance			
S/O			
c) Poursuites			
S/O			
d) Autres			
aucun			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

s/o

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	6 468		
Découvert bancaire	241	(42 126 )	(	45 792)
Placements temporaires	242			
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	253	(35 658)		(45 792)

Note

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	164 590	106 594
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	163 053	10 818
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	200 000) ()
Financement des investissements en cours	4		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	1 584 139	1 237 296
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	1 711 782	1 354 708

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17		

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	163 053	
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		10 818
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	163 053	10 818
	39	163 053	10 818

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 () ()		
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 () ()		
Régimes non capitalisés	43 () ()		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()		
Autres	45 () ()		
Régimes non capitalisés	46 () ()		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 () ()		
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()		
Autres			
-	51 () ()		
-	52 () ()		
	53 () ()		
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()		
Autre financement	55 (200 000) ()		
	56 (200 000) ()		
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	57		
Investissements à financer	58 () ()		
	59		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	60	1 704 239	1 378 296
Propriétés destinées à la revente	61		
Prêts	62		
Placements à titre d'investissement	63		
Participations dans des entreprises municipales	64		
	65	1 704 239	1 378 296
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	66	314 735	141 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	5 365	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (200 000) ()		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()		
	71	120 100	141 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72		
	73	120 100	141 000
	74	1 584 139	1 237 296

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>17 685</u>	<u>12 082</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u> </u>	<u> </u>
98	<u> </u>	<u> </u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	320 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	320 100
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	16	320 100
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	50 336
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	370 436
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	370 436
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	741 354	763 327	466 396
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	741 354	763 327	466 396
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	84 082	88 921	81 940
Autres				
-Divers	14	11 312	12 772	189 969
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 407	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	95 394	105 100	271 909
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	95 394	105 100	271 909
	26	836 748	868 427	738 305

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	4 711	4 711
	31	4 711	4 711
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	9 000	9 578
	35	9 000	9 578
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	13 711	14 289
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	13 711	14 289

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53	5 725	5 585	10 599
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	60 134	60 134	60 134
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		5 695	5 219
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	2 844	1 632	
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84		(4 238)	12 713
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	68 703	68 808	88 665

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	10 000	199 142
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	47 953	214 382
Activités culturelles			11 542
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	47 953	210 684

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		58 974
	138		58 974
TOTAL DES TRANSFERTS	139 116 656	293 190	358 323

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140	2 000	2 735
Évaluation	141		
Autres	142		
	143	2 000	2 735
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146	34 938	28 054
Autres	147		1 194
	148	34 938	29 248
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	36 938	31 983
			27 460

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	780	910	1 715
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193		449	
Réseau d'électricité	194			
	195	780	1 359	1 715
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	37 718	33 342	29 175
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	6 810	4 785	5 235
Droits de mutation immobilière	198	23 000	30 520	29 128
Droits sur les carrières et sablières	199	54 000	19 216	10 818
Autres	200			6 109
	201	83 810	54 521	51 290
AMENDES ET PÉNALITÉS	202			
INTÉRÊTS	203	5 000	15 401	12 680
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		1 400	3 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	23 857	26 088	33 243
Autres contributions	210			
Autres	211		12 246	2 475
	212	23 857	39 734	38 718

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	33 600	31 486			31 486	28 336
Application de la loi	2	18 500	16 369			16 369	
Gestion financière et administrative	3	292 683	223 138	12 382		235 520	368 464
Greffe	4	1 500	525			525	
Évaluation	5						13 252
Gestion du personnel	6	5 000					
Autres	7	2 000	2 000			2 000	
	8	353 283	273 518	12 382		285 900	410 052
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	82 577	85 687			85 687	91 401
Sécurité incendie	10	44 553	45 807			45 807	43 872
Sécurité civile	11	46 250	36 247	1 155		37 402	37 028
Autres	12	300	348			348	333
	13	173 680	168 089	1 155		169 244	172 634
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	204 118	193 068	47 978		241 046	204 912
Enlèvement de la neige	15	63 264	45 638	1 973		47 611	53 405
Éclairage des rues	16	4 000	2 336			2 336	8 921
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 504	3 532			3 532	3 650
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	274 886	244 574	49 951		294 525	270 888

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	84 082	86 110		86 110	84 339
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	84 082	86 110		86 110	84 339
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	96 606	70 232	625	70 857	76 549
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	1 000	690		690	
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 972	2 996		2 996	
Tourisme	49					27 797
Autres	50					
Autres	51					
	52	100 578	73 918	625	74 543	104 346

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 500			
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 394	11 642	11 642	6 224
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	4 000	2 269	11 691	8 753
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	2 518	3 377	3 377	3 165
	60	18 412	17 288	11 691	28 979
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	12 890	13 637	13 637	11 674
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 000			
	66	13 890	13 637	13 637	11 674
	67	32 302	30 925	11 691	29 816
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	23 789	7 899	7 899	6 502
Autres frais	70		993	993	
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				1 553
	73	23 789	8 892	8 892	8 055
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
74			75 804 (75 804)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la MUNICIPALITÉ DU CANTON D'ARUNDEL (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Associé
Mont-Tremblant

DATE 2015-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		868 427
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		868 427

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	868 427
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>868 427</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 407	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>3 407</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>865 020</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1 <u>99 993 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2 <u>100 809 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>100 401 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>865 020</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>100 401 550</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6 , 8 | 6 | 1 | 6 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 000	15 012
Ponts, tunnels et viaducs	7		260 944
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	124 000	9 277
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		13 846
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 000 000	215 677
Édifices communautaires et récréatifs	14		8 825
Améliorations locatives	15		8 242
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		11 547
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	2 740
Machinerie, outillage et équipement divers	19		89 074
Terrains	20		3 197
Autres	21		
	22	1 154 000	401 747
			324 583

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	94 256	270 221
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	307 491	54 362
	34	401 747	324 583

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	141 000	320 100	141 000	320 100
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	141 000	320 100	141 000	320 100
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	141 000	320 100	141 000	320 100
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	141 000	320 100	141 000	320 100
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	141 000	320 100	141 000	320 100
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	141 000	320 100	141 000	320 100

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	12 097	12 194	16 796
Autres	3	16 858	16 992	13 252
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 303	1 312	1 768
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 504	3 532	3 651
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 197	84 306	77 290
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	205	206	216
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	2 972	2 996	3 196
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 018	1 026	1 090
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	39 154	122 564	117 259

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	2,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	0,50	17,50	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	5,50		***	***	***
Élus	9	7,00		27 000	2 644	29 644
	10	12,50		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	68 808	224 382		293 190
	17	68 808	224 382		293 190

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	16 369	27		53	16 369	79	2 735	105	13 634	131	
Évaluation	2		28		54		80		106		132	
Autres	3	257 149	29	12 382	55	269 531	81	910	107	268 621	133	4 982
	4	273 518	30	12 382	56	285 900	82	3 645	108	282 255	134	4 982
Sécurité publique												
Police	5	85 687	31		57	85 687	83		109	85 687	135	
Sécurité incendie	6	45 807	32		58	45 807	84		110	45 807	136	
Sécurité civile	7	36 247	33	1 155	59	37 402	85	28 054	111	9 348	137	
Autres	8	348	34		60	348	86	1 194	112	(846)	138	
	9	168 089	35	1 155	61	169 244	87	29 248	113	139 996	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	193 068	36	47 978	62	241 046	88		114	241 046	140	3 910
Enlèvement de la neige	11	45 638	37	1 973	63	47 611	89		115	47 611	141	
Autres	12	2 336	38		64	2 336	90		116	2 336	142	
Transport collectif	13	3 532	39		65	3 532	91		117	3 532	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	244 574	41	49 951	67	294 525	93		119	294 525	145	3 910
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147	
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148	
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	86 110	46		72	86 110	98		124	86 110	150	
Matières recyclables	21		47		73		99		125		151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	86 110	52		78	86 110	104		130	86 110	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160		175		190		205		220		235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	70 232	176	625	191	70 857	206	449	221	70 857	236
Rénovation urbaine	162	690	177		192	690	207		222	690	237
Promotion et développement économique	163	2 996	178		193	2 996	208		223	2 996	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	73 918	180	625	195	74 543	210	449	225	74 543	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	17 288	181	11 691	196	28 979	211	449	226	28 530	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	13 637	182		197	13 637	212		227	13 637	242
Autres	168		183		198		213		228		243
	169	30 925	184	11 691	199	42 616	214	449	229	42 167	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	877 134	186	75 804	201	952 938	216	33 342	231	919 596	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	401 747	324 583
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	401 747	324 583

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	106 594	236 893
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	106 594	236 893
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	57 996	(116 453)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Activités d'investissement		(13 846)
Excédent de fonctionnement affecté		
Réserves financières et fonds réservés		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Financement des investissements en cours		
	57 996	(130 299)
Solde à la fin de l'exercice	164 590	106 594
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Activités d'investissement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde à la fin de l'exercice		
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	10 818	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	10 818	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	189 182	10 818
Activités d'investissement	(36 947)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Financement des investissements en cours		
	152 235	10 818
Solde à la fin de l'exercice	163 053	10 818

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (200 000)	()
	47 (200 000)	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (200 000)	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 1 237 296	955 543
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 1 237 296	955 543
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 346 843	281 753
Solde à la fin de l'exercice	67 1 584 139	1 237 296

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>172</u> 4	<u>200 000</u>
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 7 | 5 | 5 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [8] [5] , [0] [0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Ordures commerce	425,0000	7	Par unité
Chien	15,0000	7	Par unité
Premier répondant commerce	50,0000	7	Par unité
Premier répondant résidentiel	25,0000	7	Par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	15 220 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	250	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2 RUE DU VILLAGE
(no) (rue)
ARUNDEL J0T 1A0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 687-3991
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 687-8760
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.arundel.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom France Bellefleur

Téléphone (819) 687-3991
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 687-8760
(ind. rég.) (numéro)

Courriel fbellefleur@municipalite.arundel.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 969 RUE DE SAINT-JOVITE, BUREAU 201
(no) (rue)
MONT-TREMBLANT J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrice@amyotgelinas.com

Responsable du dossier PATRICE FORGET, CPA AUDITEUR, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , France Bellefleur , atteste que le rapport financier de Arundel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Arundel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Arundel détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 357 074 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,8616 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-01 14:01:29

Date de transmission au Ministère : 2015/04/30

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Arundel

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 069 547	1 094 522	1 031 718
Investissement	2	47 953	224 382	210 684
	3	1 117 500	1 318 904	1 242 402
Charges				
	4	1 042 600	961 830	1 080 130
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	74 900	357 074	162 272
Moins : revenus d'investissement	6 (	47 953 ) (	224 382 ) (	210 684)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	26 947	132 692	(48 412)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		75 804	62 930
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		200 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	20 900 ) (	20 900 ) (	20 100)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	66 047 ) (	140 418 ) (	100 053)
Excédent (déficit) accumulé	12	60 000	(189 182)	(10 818)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(26 947)	(74 696)	(68 041)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		57 996	(116 453)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	412 150	415 551
Autres	2	6 468	
	3	418 618	415 551
Passifs			
Dette à long terme	4	314 735	141 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	138 188	332 996
	7	452 923	473 996
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(34 305)	(58 445)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	1 704 239	1 378 296
Autres	10	41 848	34 857
	11	1 746 087	1 413 153
Excédent (déficit) accumulé	12	1 711 782	1 354 708

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	164 590	106 594
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	163 053	10 818
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(200 000)	()
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	1 584 139	1 237 296
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	1 711 782	1 354 708

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	836 748	868 427	738 305
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 711	14 289	13 911
Quotes-parts	3			
Transferts	4	68 703	68 808	147 639
Services rendus	5	37 718	33 342	29 175
Autres	6	112 667	109 656	102 688
	7	1 069 547	1 094 522	1 031 718
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	47 953	224 382	210 684
Autres	11			
	12	47 953	224 382	210 684
	13	1 117 500	1 318 904	1 242 402

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1					13 252
Autres	2	353 283	273 518	12 382	285 900	396 800
Sécurité publique						
Police	3	82 577	85 687		85 687	91 401
Sécurité incendie	4	44 553	45 807		45 807	43 872
Autres	5	46 550	36 595	1 155	37 750	37 361
Transport						
Réseau routier	6	271 382	241 042	49 951	290 993	267 238
Transport collectif	7	3 504	3 532		3 532	3 650
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9					
Matières résiduelles	10	84 082	86 110		86 110	84 339
Autres	11					
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	96 606	70 232	625	70 857	76 549
Promotion et développement économique	14	2 972	2 996		2 996	27 797
Autres	15	1 000	690		690	
Loisirs et culture	16	32 302	30 925	11 691	42 616	29 816
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	23 789	8 892		8 892	8 055
Amortissement des immobilisations	19		75 804	(75 804)		
	20	1 042 600	961 830		961 830	1 080 130

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3